



ETABLISSEMENT  
PUBLIC FONCIER  
LANGUEDOC  
ROUSSILLON



CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 6 DECEMBRE 2016

DISPOSITIF DE MINORATION FONCIERE

POINT N° 4 DE L'ORDRE DU JOUR

**Délibération C 2016-103**

**Vu** le décret n° 2008 – 670 du 2 juillet 2008 portant création de l'établissement public foncier de Languedoc- Roussillon (EPF LR), modifié par le décret n° 2014 – 1734 du 29 décembre 2014, notamment son article 10 ;

**Vu** l'arrêté du 1<sup>er</sup> janvier 2014 portant nomination du directeur général de l'établissement public foncier de Languedoc-Roussillon ;

**Vu** la délibération n°2015 / 44 du conseil d'administration de l'établissement public foncier de Languedoc-Roussillon du 11 juin 2015 adoptant le règlement intérieur de l'établissement ;

**Vu** les délibérations n°2013 / 75 du conseil d'administration de l'établissement public foncier de Languedoc-Roussillon du 5 décembre 2013 et n° 2015/52 du conseil d'administration de l'établissement public foncier de Languedoc-Roussillon du 11 juin 2015 approuvant le programme pluriannuel 2014 -2018 ;

**Vu** la délibération n°2013 / 76 du conseil d'administration de l'établissement public foncier de Languedoc-Roussillon du 5 décembre 2013 approuvant la mise en place d'un dispositif de minoration foncière ;

**Vu** la délibération n°2015 / 120 du conseil d'administration de l'établissement public foncier de Languedoc-Roussillon du 4 novembre 2015 approuvant la poursuite du dispositif de minoration foncière ;

**Sur** présentation du directeur général,

**Le conseil d'administration de l'établissement public foncier,**

**Sur proposition de son président,**

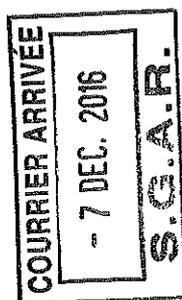
- **Approuve** la poursuite du dispositif de minoration foncière;
- **Approuve** les modalités de mise en œuvre de ce dispositif et les critères d'éligibilité des opérations susceptibles d'en bénéficier tel que présenté dans le rapport du directeur général ;

Le président du conseil d'administration,

Christian Dupraz



ETABLISSEMENT  
PUBLIC FONCIER  
LANGUEDOC  
ROUSSILLON



CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 6 DECEMBRE 2016

TAXE SPÉCIALE D'ÉQUIPEMENT 2017

POINT N°6 DE L'ORDRE DU JOUR

Délibération C 2016-104

**Vu** l'article 1607 ter du code général des impôts ;

**Vu** le décret n° 2008 – 670 du 2 juillet 2008 portant création de l'établissement public foncier de Languedoc- Roussillon (EPF LR), modifié par le décret n° 2014 – 1734 du 29 décembre 2014,;

**Vu** le décret n° 2015-1851 du 29 décembre 2015 authentifiant les chiffres des populations ;

**Vu** l'arrêté du 1<sup>er</sup> janvier 2014 portant nomination du directeur général de l'établissement public foncier de Languedoc-Roussillon ;

**Vu** la délibération n°2015 / 44 du conseil d'administration de l'établissement public foncier de Languedoc-Roussillon du 11 juin 2015 adoptant le règlement intérieur de l'établissement ;

**Vu** les délibérations n°2013 / 75 du conseil d'administration de l'établissement public foncier de Languedoc-Roussillon du 5 décembre 2013 et n° 2015/52 du conseil d'administration de l'établissement public foncier de Languedoc-Roussillon du 11 juin 2015 approuvant le programme pluriannuel 2014 -2018 ;

**Sur** présentation du directeur général,

**Le conseil d'administration de l'établissement public foncier,**

**Sur proposition de son président,**

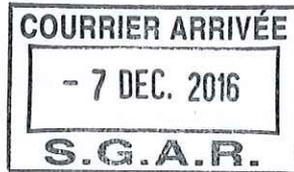
**Fixe**, pour l'année 2017, à **17 905 759 €** le produit de la taxe spéciale d'équipement à percevoir par l'EPF LR ;

**Précise** que ce produit comprend la part perçue par l'Etablissement public foncier local Perpignan-Méditerranée (EPFL PM) sur son territoire de compétence partagée avec l'EPF LR (territoire correspondant au territoire de l'agglomération de Perpignan et de la communauté de communes Agly-Fenouillèdes) et qui sera reversée à l'EPF LR, en application de l'alinéa 2 de l'article 1607 bis du code général des impôts, à hauteur de **1 749 906 €** (soit 6,42 € par habitant pour une population totale légale au 1<sup>er</sup> janvier 2016 de 272 571 habitants) ;

**Précise** que la part à percevoir directement par l'EPF LR sur le reste du territoire de la Région LR (hors territoire de superposition avec l'EPFL PM) est de **16 155 853 €**.

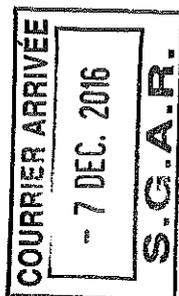
**Demande** au directeur général de notifier le montant à percevoir directement par l'EPF LR aux services fiscaux et de solliciter le versement de la taxe spéciale d'équipement par douzième.

Le président du conseil d'administration,



Christian Dupraz

A handwritten signature in blue ink, appearing to be "CD", written over a horizontal line.



## CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 6 DECEMBRE 2016

### APPROBATION DU BUDGET INITIAL 2017

POINT N° 6 DE L'ORDRE DU JOUR

#### Délibération C 2016-105

**Vu** le décret n° 2008 – 670 du 2 juillet 2008 portant création de l'établissement public foncier de Languedoc- Roussillon (EPF LR), modifié par le décret n° 2014 – 1734 du 29 décembre 2014, notamment son article 10°;

**Vu** les articles 175, 176 et 177 du décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

**Vu** l'instruction codificatrice n°02-039-M95 du 30 avril 2002 ;

**Vu** l'instruction codificatrice n°02-039-M951 du 27 décembre 1999 ;

**Vu** l'arrêté du 1<sup>er</sup> janvier 2014 portant nomination du directeur général de l'établissement public foncier de Languedoc-Roussillon ;

**Vu** la délibération n°2015 / 44 du conseil d'administration de l'établissement public foncier de Languedoc-Roussillon du 11 juin 2015 adoptant le règlement intérieur de l'établissement ;

**Vu** les délibérations n°2013 / 75 du conseil d'administration de l'établissement public foncier de Languedoc-Roussillon du 5 décembre 2013 et n° 2015/52 du conseil d'administration de l'établissement public foncier de Languedoc-Roussillon du 11 juin 2015 approuvant le programme pluriannuel 2014 -2018 ;

**Vu** la délibération C 2016-105 de ce jour relative au produit de la taxe spéciale d'équipement 2015 ;

**Sur** présentation du directeur général,

**Le conseil d'administration de l'établissement public foncier,**

**Sur proposition de son président,**

**Article 1 :**

**Approuve** les autorisations budgétaires suivantes :

- 29,10 ETPT
- 48 187 800 € d'autorisation d'engagement totale dont :
  - 2 245 000 € pour l'enveloppe « Personnel »
  - 45 828 500 € pour l'enveloppe « Fonctionnement »
  - 114 300 € pour l'enveloppe « Investissement »

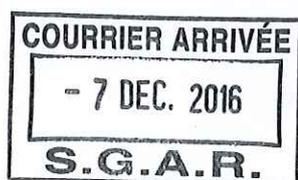
- 41 289 072 € de crédit de paiement total dont :
  - 2 245 000 € pour l'enveloppe « Personnel »
  - 38 929 772 € pour l'enveloppe « Fonctionnement »
  - 114 300 € pour l'enveloppe « Investissement »
- 2 783 313 € de solde budgétaire déficitaire

**Article 2 :**

**Approuve** les prévisions budgétaires suivantes :

- 3 623 783 € de variation négative de trésorerie
- 15 691 867 € de résultat patrimonial
- 14 730 987 € de capacité d'autofinancement
- 13 566 687 € de variation positive de fonds de roulement

Les tableaux des emplois, des autorisations budgétaires, de l'équilibre financier et de la situation patrimoniale sont annexés à la présente délibération.



Le président du conseil d'administration,

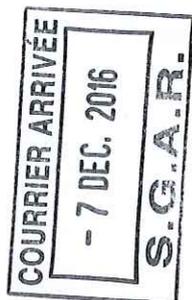
Christian Dupraz

A handwritten signature in blue ink, appearing to be "Christian Dupraz", written over a horizontal line.



ETABLISSEMENT  
PUBLIC FONCIER  
LANGUEDOC  
ROUSSILLON

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 6 DECEMBRE 2016



DEPLOIEMENT DU CONTROLE INTERNE COMPTABLE (CIC)

POINT N° 7 DE L'ORDRE DU JOUR

**Délibération C 2016-106**

**Vu** le décret n° 2008 – 670 du 2 juillet 2008 portant création de l'établissement public foncier de Languedoc- Roussillon, modifié par le décret n° 2014 – 1734 du 29 décembre 2014 ;

**Vu** le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

**Vu** la circulaire de la DGFiP en date du 1<sup>er</sup> juin 2011 relative à la mise en place de la démarche du contrôle interne comptable et financier (CICF) ;

**Vu** l'instruction spécifique du secrétariat général du MEEM et du MLHD du 4 juillet 2016 visant le déploiement d'une démarche de Contrôle Interne Comptable au sein de 23 « entités contrôlées » : établissements publics d'aménagement et établissements publics fonciers ;

**Sur** rapport de son directeur général,

**Le conseil d'administration de l'établissement public foncier,**

**Sur proposition de son président,**

- 1- Prend acte de la démarche de cartographie globale des risques initiée en juillet 2016 : « cartographie des processus, identifications et cotation des risques ».
- 2- Prend acte du contenu de la cartographie des processus comptables et du projet d'OPRA (Outil Processus-Risque-Action) et de son calendrier de mise en œuvre qui lui ont été présentés dans le cadre du déploiement du Contrôle Interne Comptable (CIC).

Le président du conseil d'administration,

Christian Dupraz



ETABLISSEMENT  
PUBLIC FONCIER  
LANGUEDOC  
ROUSSILLON

## CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 6 DECEMBRE 2016

POINT N°8 DE L'ORDRE DU JOUR

### Modification du règlement du personnel

Délibération C 2016 / 107

**Vu** le décret n° 2008 – 670 du 2 juillet 2008 portant création de l'établissement public foncier de Languedoc- Roussillon (EPF LR), modifié par le décret n° 2014 – 1734 du 29 décembre 2014 ;

**Vu** la délibération n°2015 / 44 du conseil d'administration de l'établissement public foncier de Languedoc-Roussillon du 11 juin 2015 adoptant le règlement intérieur de l'établissement ;

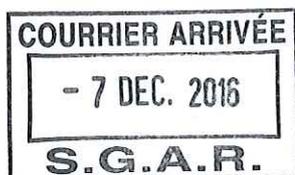
**Vu** les délibérations n°2013/75 du conseil d'administration de l'établissement public foncier de Languedoc-Roussillon du 5 décembre 2013 et n° 2015/52 du conseil d'administration de l'établissement public foncier de Languedoc-Roussillon du 11 juin 2015 approuvant le programme pluriannuel 2014 -2018 ;

**Vu** le rapport du directeur général,

**Le conseil d'administration de l'établissement public foncier,  
Sur proposition de son président,**

- **Approuve** le règlement du personnel modifié tel qu'annexé à la présente délibération

Le président du conseil d'administration,



  
Christian Dupraz

